

**Exclusif : Hollande a perdu
les élections et la Corse**



" Quant à François Hollande, soyons clairs : il était fait pour être adjoint du préfet de Tulle ou sous-président de la commission des fêtes du conseil général de Corrèze, certainement pas président de la république. Voilà, c'est tout ce qu'il y a à dire sur François Hollande."

Charles Pasqua

Le testament politique de Charles Pasqua, le « plus Corse » des hommes d'Etat Français

Lors des élections régionales, obnubilé par les « affaires », par le FN, Hollande, Valls, Cazeneuve ont été pris de court par l'effondrement du PS sur l'île (3 % au premier tour) et par le triomphe des nationalistes en Corse, qui veulent se séparer de la « France rose », de la « France des migrants ». Le retour d'un dossier miné, qui avait empoisonné le gouvernement Jospin, et « tué » le candidat Jospin aux présidentielles de 2002.



Ajaccio (Corse-du-Sud), jeudi. Jean-Guy Talamoni, poing levé, vient d'être élu président de l'Assemblée de Corse. Un autre grand vainqueur du scrutin des régionales l'applaudit : Gilles Simeoni (à gauche).

Le « bordel » continue à la tête de l'Etat Français et les scandales s'accroissent à l'image de la Grotte Chauvet (<http://ripostelaique.com/conditions-de-travail-prehistorique-a-grotte-chauvet.html>) inaugurée en grande pompe par François Hollande en avril, ou des conditions indécentes dans nombre d'orphelinats Français

(<http://ripostelaique.com/exclusif-orphelinats-galere-de-noel-enfants-places.html>). Depuis jeudi, pas de trêve de Noël, car le cauchemar des années Jospin est de retour depuis le triomphe Corse du duo Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni, qui a pris l'exécutif au dépourvu.

Les vieilles familles Corses de l'île rigolent, à l'image des Mariani, Simeoni, Santuci, Talamoni, tant le PS local a été humilié au premier tour (avec 3% des suffrages). Et les caciques corses socialistes ou républicains punis. «Tout a été balayé, notamment par la jeunesse corse, constate le PS François Pupponi (Val-d'Oise), originaire de l'île. Les vieux schémas ont explosé. Mais Paris n'a pas voulu ou su le voir» Et pour cause, il n'existe plus de «Monsieur Corse». Ancien préfet de l'île et ex-secrétaire général de l'Elysée, Pierre-René Lemas n'a pas été remplacé sur un dossier qui se balade entre les sbires de la place Beauvau (Intérieur) et ceux de la rue de Lille (ministère de la Décentralisation).

«Hollande est totalement absent, regrette Jean-Charles

Orsucci, maire sympathisant PS de Bonifacio. Il n'a pas capitalisé sur l'abandon de la violence armée en 2014». Comme si Hollande, Valls, Cazeneuve étaient tétanisés par «le syndrome Jospin». Et Manuel Valls n'apparaît pas le mieux placé. «Il n'y a qu'une langue de la République, le français», martelait l'ex-ministre de l'Intérieur en 2013. «Il est où, le Catalan ?» ose Orsucci. Confiance d'un proche de Valls : «Manuel fait toujours un blocage».

L'indépendance de l'île de Beauté se profile

Sur l'île de Beauté, les Le Pen, les sbires de Hollande et de Cazeneuve, les énarques et autres créatures préfectorales font déjà partie du passé, du musée Grévin, de l'époque révolue où les Préfets Français brûlaient les paillotes corses avec l'accord de Matignon. La liberté est en marche. Comme l'indépendance de l'île à plus ou moins long terme.

La démonstration de force des nationalistes a commencé. D'abord avec le discours en corse de Talamoni jeudi, qui a déclenché une tempête à l'Elysée, à Matignon, place Beauvau et sur le continent. C'est donc à contrecœur que le Premier ministre s'est humilié en téléphonant à Simeoni à la veille du week-end. S'il promet un dialogue «constructif et apaisé», Valls arrive trop tard, avec l'habit du perdant. Oui au développement économique de l'île, dit-il, «mais pour le reste, c'est le droit commun». Exit, donc, la reconnaissance de la langue et de la «nation» corses dans la Constitution, mamelles du nationalisme. Il n'y a donc plus de dialogue, ni d'accord possible, car le pouvoir socialiste de Hollande a pris un « grand coup de pied au cul » avec le 3 % des socialistes locaux aux régionales en Corse !

Vrai maître de l'île de Beauté, Talamoni exige notamment l'amnistie des prisonniers corses. «Il faut adresser des signes, l'amnistie en est un», presse le député PS de la région Parisienne François Pupponi, très isolé sur le continent

(lire aussi

<http://ripostelaique.com/les-dessous-de-larrestation-de-germani-qui-la-protege-si-longtemps.html>).

Début de réponse en janvier. Les nationalistes ont rendez-vous à Paris avec Marylise Lebranchu (Décentralisation) et Bernard Cazeneuve (Intérieur). Et Simeoni à l'Elysée avec les autres présidents de région. l'humiliation est donc totale pour les dirigeants socialistes Français, obligés de recevoir en grande

pompe ceux qui faisaient sauter les gendarmeries et les perceptions il y a 30 ans. Car Hollande, Valls, Cazeneuve ont peur d'une chose : la violence peut ressurgir en Corse.

Une enquête de Francis GRUZELLE

Carte de Presse 55411

Le cauchemar des années Jospin

Mars 2013. Le président Hollande fait ses premiers pas sur l'île de Beauté... et esquive les sujets chauds. «Les socialistes sont persuadés qu'ils ont perdu en 2002 à cause de la Corse», décrypte Jean-Charles Orsucci, maire de Bonifacio. Un cauchemar encore vif.

Manuel Valls, alors conseiller de Lionel Jospin, a vécu l'affaire de la paillote Chez Francis aux premières loges. Dans la nuit du 19 avril 1999, un incendie ravage ce restaurant illégal sur la plage de Cala d'Orzo, au sud du golfe d'Ajaccio. L'enquête montre que l'ordre d'intervenir a été donné aux gendarmes par le préfet Bernard Bonnet, nommé après l'assassinat du préfet Erignac.

Au tribunal, le préfet implique Matignon. Entendue comme conseillère de Jospin chargée du dossier corse, Clotilde Valter est aujourd'hui secrétaire d'Etat (Réforme de l'Etat). Elle travaille alors aux côtés d'Alain Chrisnacht devenu, seize ans plus tard, directeur de cabinet de Christiane Taubira. Quant au directeur de cabinet de Jospin à l'époque, Olivier Schrameck, il dirige aujourd'hui le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Si la Corse donne des sueurs froides, c'est aussi parce que l'unité de la gauche s'y est fracassée. Ainsi Jean-Pierre Chevènement a-t-il claqué la porte du gouvernement Jospin en 2000 pour protester contre le processus de Matignon qui octroyait plus d'autonomie à l'île. La suite est connue : le «Che» s'est présenté à la présidentielle, et Jospin a été balayé.